

UNE SITUATION INTOLÉRABLE DANS LE MAINE-ET-LOIRE : ÇA SUFFIT !

LE 25 JANVIER, MARCHONS ENSEMBLE POUR LES DROITS DES ÉTRANGERS !

Plusieurs associations, collectifs ou syndicats, qui accompagnent les étrangers et les migrants dans leurs démarches, partagent aujourd'hui le même constat : les politiques gouvernementales restent dans la logique des précédentes, celle des quotas et des expulsions ; la circulaire Valls exclut de trop nombreux sans papiers et l'arbitraire des préfectures reste total pour apprécier les demandes de régularisations. Quel que soit le statut des personnes (étudiants, jeunes majeurs scolarisés, salariés, familles, malades, réfugiés...), tous se heurtent à des lois absurdes (le CESEDA), et à un traitement bien souvent bureaucratique et inhumain de la part des services préfectoraux.

Dans notre département, la préfecture du Maine-et-Loire a opéré un tournant bien plus répressif depuis 2012. Après une rencontre avec les associations et collectifs de soutien aux étrangers, le préfet refuse le dialogue et la concertation. Cet état de fait est aujourd'hui dénoncé par les signataires de cet appel.

Mais au delà des problèmes quotidiens auxquels nous sommes confrontés à la préfecture, trois dossiers sortent du lot par l'absence totale de discernement et d'action de la part de la préfecture et de certains pouvoirs publics :

- **Des mineurs étrangers isolés** sont aujourd'hui livrés à eux-mêmes, hébergés au 115 ou à l'hôtel, sans réel suivi éducatif. Le Conseil Général et son président, refusent d'assumer leurs responsabilités de protection et d'éducation au mépris des lois de protection de l'enfance.

- **La question des étudiants sans papiers** : parce que la circulaire Valls ne précise pas les conditions de régularisation des étudiants, l'arbitraire continue de primer. La préfecture du Maine-et-Loire refuse systématiquement les régularisations des étudiants qui ont perdu leur titre de séjour, faisant preuve d'un acharnement sur quelques dossiers, qui sont peut être censés servir d'exemple aux autres !

- **La question du logement des demandeurs d'asile** : alors que les conventions internationales signées par la France obligent l'État à prendre en charge leur hébergement, la préfecture refuse d'appliquer la loi, et préfère réprimer. La mairie d'Angers quant à elle demande systématiquement les expulsions des squats installés dans des locaux municipaux pourtant vides.. !

Nous arrivons aujourd'hui à une situation inacceptable ! Il faut agir pour que cesse le mépris de la préfecture à l'égard des étrangers ! Les associations, collectifs, syndicats et organisations signataires de ce texte appelle à manifester le samedi 25 janvier 2013 pour :

- LE RESPECT DES DROITS DES MIGRANTS ET DES ÉTRANGERS**
- UN CHANGEMENT IMMÉDIAT DE CAP POLITIQUE SUR L'IMMIGRATION DE LA PART DU GOUVERNEMENT**
- L'OUVERTURE DE VÉRITABLES NÉGOCIATIONS AVEC LA PRÉFECTURE DU MAINE-ET-LOIRE SUR TOUTES LES SITUATIONS POINTÉES DU DOIGT PAR NOS STRUCTURES.**

MANIFESTATION SAMEDI 25 JANVIER 15H PLACE DU RALLIEMENT

Signataires : Alternative Libertaires 49, CIMADE, CSSP 49, JC 49, NPA 49, RUSF Angers, Soleils 49, Solidaires étudiant-es Angers, Union Syndicale Solidaires 49, UEC, UNEF Angers, UNL